

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'Etat en Vaucluse
84905 AVIGNON Cedex 09

AVIGNON, le 09/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP)

Route d'Arles
salin de giraud
13129 ARLES

Références : D-0459-2022
Code AIOT : 0006400913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2022 dans l'établissement IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP) implanté Route d'Arles salin de giraud 13129 ARLES.

L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est la première visite réalisée suite au transfert du site à l'unité interdépartementale de Vaucluse-Arles. Elle s'inscrit donc dans une démarche de compréhension du site, de ses enjeux et de prise de connaissance des sujets d'actualités du site.

L'ordre du jour de la visite portait sur une présentation globale du site et une visite des installations ainsi qu'un point sur les dossiers administratifs en cours et la vérification du solde des écarts des précédentes inspections.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS PCC France (ex Solvay SF ex-CCP)
- Route d'Arles salin de giraud 13129 ARLES
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Site IED

Le site fait partie de la branche PCC (Precipitate Carbonate calcium - carbonate de calcium précipité) du groupe IMERYS. Il emploie 62 personnes selon un cycle de travail en 5x8.

Le site existe depuis 1897 et était exploité par SOLVAY. A l'époque il était une soudière pour la fabrication de savon de marseille.

Actuellement, le site est spécialisé dans la fabrication de Carbonate de Calcium Précipité (CCP). Cette fabrication se décompose de la façon suivante :

- Réception et traitement (concassage, criblage, lavage) de graves calcaires,
- Fabrication de lait de chaux (four à chaux puis hydratation),

- Précipitation des laits, puis séchage du pulvérulent,
- Ensachage et expédition

Le site a une capacité annuelle de production de 44 000 tonnes .

Les applications des produits PPC sont variés: plastisol (adjuvant de peinture de bas de caisse de voitures), mastics et PVC rigides, peintures, papier à cigarette...

Les produits finis sont expédiés en big bag, en sacs de 25Kg ou en citerne vrac.

Les faits marquants des 20 dernières années sont les suivants :

1999 : implantation d'un labo de recherche

2001 : ligne de sechage ATRITOR(broyeur secheur)

2014 : vente activité à M2i

2015 : vente activité CCP par Solvay à IMERYS

2019 : transferts d'activités de l'Autriche vers salin de giraud (US1/US2)

Le site possède 8 carbonateurs, 3 réacteurs de mélange pour l'enrobage.

Le four à chaux fonctionne en permamance et il est arrêté en moyenne 1 fois tous les 10 ans pour la maintenance sur les refractaires notamment .

Les enjeux autour du site portent sur les rejets dans l'eau et dans l'air .

A noter la particularité du site qui est voisin du site M2i puisque issue de la séparation en deux du site historique SOLVAY. Les alarmes POI sont communes avec M2i et IMERYS assure la distribution en électricité, en eau froide et en vapeur à M2i.

Les rejets de M2i transitent par le site IMERYS avant rejet dans le milieu naturel mais les travaux sont en cours de finalisation afin que chaque ICPE soit en capacité de suivre et gérer ses rejets d'effluents de façon autonome.

Globalement, l'usine est bien intégrée dans son environnement et ne fait pas l'objet de signalements particuliers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Présentation du site, de la situation administrative et des affaires en cours
- Suite données aux écarts des précédentes inspections
- Contrôle des niveaux sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-7	/	Sans objet
2	Poussières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 3.2.2	Courrier de l'exploitant du 27/11/2019 comme suite à la visite du 12/09/2019	Sans objet
3	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site IMERYS PCC de Salin de Giraud ne fait l'objet de signalement particuliers d'atteintes à l'environnement. Les principaux enjeux autour de l'exploitation du site sont connus et font l'objet d'un suivi : rejets dans l'air, dans l'eau, mesures du bruit dans l'environnement .

L'exploitant a investi dans une nouvelle chaudière en 2019 et transmis au préfet des bouches du Rhône en 2020 un porter à connaissance relatif aux modifications intervenues sur site.

Enfin, IMERYS poursuit la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site et hors site consécutivement aux pollutions historiques du site et aux prescriptions de surveillance fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/12/2005.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-7
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Les prescriptions générales peuvent notamment prévoir : 1° Des conditions d'intégration du projet dans son environnement local ; 2° L'éloignement des installations des habitations, des immeubles habituellement occupés par des tiers, des établissements recevant du public, des cours d'eau, des voies de communication, des captages d'eau ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection fait un point avec l'exploitant sur le classement actuel de son site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La rubrique principale de l'établissement :</p> <p>Rubrique 3420- e (rubrique IED principale - fabrication industrielle d'oxydes métalliques ou autres composés inorganiques tels que de carbures de calcium) : rubrique sans seuil</p> <p>Rubrique 3310 (production de chaux dans les fours) : la capacité du site est de 50 tonnes/j</p> <p>Rubrique 2520 (Fabrication de ciments, chaux et plâtre) : la capacité du site reste à 120 tonnes /j. A noter que les capacités des rubriques 3310 et 2250 diffèrent à cause de la fabrication existante sur site de coproduits à base de chaux.</p> <p>Les ateliers de charge (rubrique 2925) ne sont pas présents sur site sous le seuil de la déclaration.</p> <p>La rubrique 2921 a été remplacée par la rubrique 1185 mais les équipements concernés par cette rubrique concernent la société voisine M2i, historiquement issue d'une scission du site Solvay de Salin de Giraud en deux.</p> <p>Le site comprends également des tours aéroréfrigérantes (TAR) classées selon la rubrique 2921 sous le seuil de l'enregistrement (capacité 4 000 KW) .</p> <p>Les autres rubriques du site restent inchangées :</p> <p>2515 (broyage / concassage de minéraux) sous le seuil de l'enregistrement (450 kW) 2750 (station d'épuration) à autorisation.</p> <p>Le site comprends enfin un stockage de déchets inertes d'une capacité de 17 000 m3 . L'exploitant est invité à se positionner vis à vis du classement ICPE de cette activité surtout si le stockage de déchets a une vocation permanente.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'auto surveillance 2018 des rejets atmosphériques canalisés du site fait état de dépassements de VLE imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Secteur chauds (scrubber) : [poussières] = 263 mg/Nm3 (VLE = 50 mg/Nm3) ; - Groupe électrogène 1 : [NOx] = 480 mg/Nm3 (VLE = 100 mg/Nm3) ; - Groupe électrogène 2 : [NOx] = 493 mg/Nm3 (VLE = 100 mg/Nm3).
<p>Constats : Ce constat fait suite à la précédente inspection du site du 12 septembre 2019. L'exploitant a investi afin d'améliorer le traitement des poussières (électro filtres). Les derniers résultats de la surveillance des rejets atmosphériques (rapport APAVE n°99 318 17 du 23/09/2021) mentionnent les résultats suivants : CHAUDIERE: 1,23 mg/Nm3 FOUR A CHAUX: 3,09 mg/Nm3</p> <p>A noter également que les derniers résultats des contrôles en 2021 des émissions en poussières n'ont également pas révélés d'écarts aux VLE sur l'ensemble des installations du site . Au jour de la visite et de la rédaction des suites, les données 2022 ne sont pas disponibles.</p> <p>Concernant les groupes électrogènes, ces groupes sont des groupes de secours d'une capacité de 2x5MW qui ne dépassent pas les 500h de fonctionnement par an (136h en 2019, moins de 100h en 2020). L'exploitant s'est engagé à suivre de façon mensuelle les durées de fonctionnement de ses groupes et ne jamais dépasser les 500 heures de fonctionnement par an. Les VLE de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 ne sont donc pas applicables.</p> <p>L'écart est considéré soldé sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1/ Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) : Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) -- Supérieur à 45 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés: 6dB(A) -- 5 dB(A) Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés: 4dB(A)--3 dB(A) 2/ Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) : 70 dB(A) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés): 60dB(A)
Constats : L'exploitant a fait réaliser un contrôle de ses émissions sonores dans l'environnement par l'APAVE en juin 2021 durant une période normale d'activité. Le rapport émis (rapport n°119669342 du 06/09/2021) explicite les points de mesures choisis dont 4 points en limite de propriété. L'ensemble des mesures réalisées en limite de propriété sont situées entre 52,5 et 57 dB(A) en période diurne et entre 47,5 et 57 dB(A) en période nocturne. Les valeurs limitées fixées par l'arrêté sont donc respectées lors de cette campagne. S'agissant des mesures en zone à émergence réglementée (ZER), aucune mesure ne semble avoir été faite sans qu'une explication soit fournie au rapport. IMERYS devra donc expliquer à l'inspection pourquoi les mesures de bruit réalisées en 2021 n'intégraient pas de mesure en ZER et auquel cas, procéder lors de la prochaine campagne à des mesures complémentaires en ZER (ou avant si possible).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet